

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE L'OUTRE-MER  
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Sous-direction  
des finances locales  
et de l'action économique

Bureau des concours  
financiers de l'Etat

## **Circulaire du 25 mars 2008 relative à la dotation globale d'équipement (DGE) des communes pour 2008**

NOR : INTB0800070C

*Référence* : circulaire NOR/MCT/B/07/00108/C du 8 novembre 2007.

*Pièce jointe* : une fiche.

*La ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales à Mesdames et Messieurs les préfets (métropole, départements d'outre-mer) ; Monsieur le préfet de la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon ; secrétariat général.*

La présente circulaire a pour objet de vous notifier le montant de l'enveloppe de DGE des communes pour l'exercice 2008.

Par circulaire en date du 8 novembre 2007, je vous communiquai la liste des communes de votre département éligibles en 2008 à la dotation globale d'équipement (DGE), dont le montant, ouvert en loi de finances initiale, s'élève en autorisations d'engagement (AE) à 484,618 M€. Ce montant correspond à une revalorisation de 2,6 % de la dotation au titre de l'exercice 2007, conformément à l'évolution estimée du taux de croissance de la formation brute de capital fixe des administrations publiques pour 2008.

Vous trouverez, ci-joint, le montant des autorisations d'engagement attribuées à votre département pour 2008, dont la délégation vous parviendra prochainement.

En ce qui concerne les variations éventuelles de l'enveloppe de crédits que vous pourriez constater, il est rappelé que ce montant est déterminé en fonction de critères fixés par la loi et peut, de ce fait, évoluer de façon non linéaire.

La DGE des communes est intégrée, conformément à la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, dans l'action n° 1 « Soutien aux projets des communes et groupements de communes » du programme 119 « Concours financiers aux communes et groupements de communes » de la mission « Relations avec les collectivités territoriales ».

### **1. Délégations des autorisations d'engagement (AE)**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la fongibilité des crédits, pour l'exercice 2008, entre la Dotation de développement rural (DDR) et la Dotation globale d'équipement des communes (DGE), les enveloppes départementales de ces deux dotations vous sont déléguées sous la forme d'une Notification d'autorisations de programmes affectées (NAPA) regroupant les autorisations d'engagement de la DDR et les autorisations d'engagement de la DGE des communes.

#### *1.1. Calendrier des délégations*

Une NAPA initiale au titre de la DGE des communes / DDR vous est déléguée dans le courant du mois de mars. Son montant correspond à l'enveloppe relative à la DGE des communes telle que calculée en application de l'article L. 2334-34 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Une NAPA complémentaire sera effectuée dans le courant du mois d'avril. Son montant correspondra à l'enveloppe relative à la DDR telle que calculée en application de l'article L. 2334-40 du CGCT. Afin de faciliter la délégation de cette NAPA complémentaire, j'attire votre attention sur la nécessité de ne pas clôturer la NAPA initiale dans l'application NDG.

#### *1.2. Fongibilité entre DGE des communes et DDR*

Conformément à la charte de gestion du programme 119, il vous est possible d'utiliser des AE initialement prévues au titre de la DDR pour abonder les AE au titre de la DGE des communes et inversement.

Un tableau devra toutefois être renseigné concernant vos mouvements d'AE dans le cadre de la fongibilité des crédits ainsi que les montants effectivement engagés. Ce tableau pourra être directement renseigné sur l'intranet DGCL, sous la rubrique « Gestion budgétaire ».

Il convient de veiller tout particulièrement à ne pas utiliser des crédits (AE ou CP) destinés à la dotation générale de décentralisation (DGD) au titre de la DGE ou de la DDR, ou inversement. Ces deux enveloppes du programme 119 sont en effet strictement étanches. L'application NDL n'empêchant pas matériellement de telles opérations, vous veillerez tout particulièrement à identifier l'objet de la NAPA ou DCP.

### 1.3. Restitution d'AE et fin de gestion

L'engagement des AE est une obligation légale pour la DGE des communes et la DDR. Le montant de ces AE résulte directement du code général des collectivités territoriales, sans marge de manœuvre pour l'Etat d'y opérer une réfaction.

Les éventuelles AE qui n'auront pas été engagées comptablement au 31 décembre de l'année de leur exercice de rattachement seront annulées.

Si des AE vous paraissent susceptibles de ne pas être engagées avant la fin de l'année, elles devront faire l'objet de reprises de délégations, afin d'être affectées dans d'autres UO où les besoins dépasseraient l'enveloppe départementale d'AE. Compte tenu des délais d'engagement, les restitutions d'AE devront être effectuées avant le 31 octobre 2008.

## 2. Délégations des crédits de paiement (CP)

### 2.1. Calendrier des délégations

S'agissant des CP, une provision vous a été déléguée en février. Elle a été calculée sur la base de 50 % de vos andatements 2007, au titre de la DGE des communes et de la DDR. Une seconde provision correspondant à 50 % de vos mandatements 2007 vous sera déléguée au début du deuxième trimestre.

Il vous est ainsi possible d'utiliser des CP initialement prévus au titre de la DGE des communes pour abonder les CP au titre de la DDR et inversement.

Des demandes de crédits de paiement complémentaires pourront être effectuées auprès de mes services si les montants des provisions qui vous sont déléguées s'avèrent insuffisants pour répondre aux demandes de versement des collectivités de votre département. Ces demandes devront être justifiées. Elles devront, en tout état de cause, mentionner le montant des crédits déjà consommés, le disponible éventuel ainsi que, s'il y a lieu, le montant des dossiers en instance que l'insuffisance des CP ne vous permettrait pas d'honorer.

### 2.2. Restitution de CP et fin de gestion

Si des crédits de paiement vous semblent susceptibles de rester disponibles en fin d'année, il conviendra, après mise en œuvre de la fongibilité, de les restituer à l'administration centrale avant le 15 novembre 2008 au plus tard afin qu'ils puissent être redéployés au bénéfice d'autres départements. Je vous rappelle que, conformément à la procédure qui vous a été précisée par la circulaire DEPAFI/SDAF/BCCOF du 28 décembre 2004, les crédits sans emploi devront être préalablement saisis dans le système comptable local NDL et qu'il conviendra de me transmettre le bordereau informatique NDL portant le numéro de la reprise.

Je vous précise qu'une nouvelle délégation de CP pourra toujours être effectuée, dans la limite des crédits disponibles, au cas où les crédits complémentaires que vous auriez demandés s'avèreraient à nouveau insuffisants.

La date limite pour me transmettre vos demandes de CP complémentaires est fixée au 15 novembre 2008.

J'attire votre attention sur la rigueur avec laquelle il convient de suivre la consommation des CP. Aucun crédit sans emploi ne doit être rendu en fin d'année.

## 3. Imputation comptable de la DGE des communes

Je vous rappelle les règles d'imputation comptable de la DGE des communes :

PROGRAMME	NOMENCLATURE budgétaire	LIBELLÉ	CATÉGORIE	ARTICLE d'exécution	COMPTE PCE
119	119-01-01	Dotations Globales d'équipement des communes	63	10	6531213 § P3

Le Compte PCE 6531213 § 8J a été supprimé pour la DGE des communes au 31 décembre 2007.

Le Compte PCE 6531213 § P3 correspond aux transferts directs aux communes et établissements publics de coopération intercommunale – Investissement.

Les dépenses éligibles à la DGE des communes correspondent en effet uniquement à des dépenses d'investissement. Cette précision permettra de distinguer davantage, dans les restitutions INDIA, les engagements et mandatements effectués au titre de la DDR (compte PCE : 6531213 § 8J) de ceux effectués au titre de la DGE des communes (compte PCE : 6531213 § P3).

#### **4. Audit comptable et financier de la gestion locale des dotations aux collectivités territoriales**

L'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ainsi que la mission d'audit, d'évaluation et de contrôle du ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique ont réalisé un audit comptable et financier de la gestion locale des dotations aux collectivités territoriales.

Le rapport remis le 20 juillet 2007 au directeur général des collectivités territoriales préconise notamment pour les préfetures d'assurer un suivi budgétaire fin de chaque dotation (en lien avec la qualité comptable). A cet égard, je vous rappelle ma circulaire NOR/INT/B/07/00068/C du 15 juin 2007 relative à l'imputation comptable des concours de l'Etat aux collectivités territoriales et les règles d'imputation comptable de la DGE des communes *supra*.

La bonne imputation comptable des dotations conditionne en effet directement la qualité de la synthèse des comptes de l'Etat, présentée au Parlement lors de la loi de règlement.

Par ailleurs, le rapport rappelle le nécessaire respect du seuil de 80 % de subventions publiques fixé à l'article 10 du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et reprise par l'article R. 2334-27 du CGCT concernant la DGE des communes. Je vous demande d'être particulièrement vigilant sur ce point.

#### **5. Clôture des opérations**

Afin d'éviter la clôture automatique des opérations non mouvementées depuis quatre exercices budgétaires et de limiter le montant des annulations d'autorisations d'engagement, je tiens à vous rappeler, comme les années précédentes, qu'il est indispensable de solder et de déclarer terminées toutes les opérations d'investissement en état de l'être.

#### **6. Soutien de l'Etat à la couverture à haut débit des territoires**

La circulaire interministérielle du 15 septembre 2006 relative au soutien de l'Etat à la couverture à haut débit des territoires invitait les préfets à sensibiliser les commissions d'élus à l'inscription des opérations du plan de couverture haut débit parmi les catégories d'opérations prioritaires, pour les années 2007 et 2008.

Ce plan est donc maintenu en 2008 pour les collectivités qui ne seraient pas encore couvertes.

Je vous rappelle que ce plan concerne les collectivités qui ne sont pas éligibles à la technologie ADSL ou à une technologie de haut débit équivalente dans les conditions techniques et commerciales du marché au nombre desquelles peut être rangée la réponse « NRA zones d'ombre » proposée par l'opérateur de communications électroniques privé France Télécom.

#### **7. Enveloppe DGE des communes de la Guadeloupe**

La loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 a créé deux nouvelles collectivités d'outre-mer, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Ces deux collectivités bénéficient de la dotation globale de compensation (DGC) prévue à l'article LO 6371-5 du code général des collectivités territoriales.

Conformément à l'article 104 de la loi de finances rectificative pour 2007, les dotations de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy sont respectivement abondées du montant correspondant à la moyenne des crédits de paiement de la DGE des communes versés à ces deux communes au titre des exercices 1998 à 2007 inclus.

En conséquence, les collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy ne bénéficient plus de l'enveloppe départementale de la DGE des communes de la Guadeloupe.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire qui vous serait nécessaire.

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur général  
des collectivités locales,*

E. JOSSA

MISSION RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Programme 119**

Concours financiers aux communes et groupements de communes

**Action n° 1**

Soutien aux projets des communes et groupements de communes

**Sous-action n° 1**

Dotation globale d'équipement des communes

NOTIFICATION DE L'ENVELOPPE DEPARTEMENTALE POUR 2008

DÉPARTEMENT	« DÉPARTEMENT »
MONTANT :	« Enveloppes 2008 » euros